

L'accès aux marchés asiatiques aura toujours plus d'importance pour la Suisse

La Suisse a développé une stratégie en matière de commerce extérieur qui s'applique, pour la première fois, à un continent. Pourquoi cela? L'Asie est devenue, ces trente dernières années, un des hauts lieux de l'économie mondiale. Sa croissance a dépassé celle de l'Europe ou de l'Amérique. Les *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI prévoient que les pays émergents du continent connaîtront une croissance globale de 7,5% en 2013, la Chine elle-même étant en tête avec 8,5%. Pour les États-Unis, les perspectives se limitent à 2,3%, à 1,5% pour le Japon et à 0,7% pour la zone euro. Si l'Asie n'assume pas encore le rôle de locomotive de l'économie mondiale, il faut partir de l'idée que son importance croîtra encore fortement ces prochaines années et que cela aura une influence sur la géopolitique.



Jan Atteslander
Membre de la direction,
économiesuisse, Zurich

La diversité du continent asiatique interdit d'en parler comme d'un espace homogène. Il est, toutefois, sensé d'établir des priorités à travers une stratégie en matière de commerce extérieur qui la concerne et de prendre en considération ses perspectives à long terme.

Quelles conséquences l'éveil économique de l'Asie peut-il avoir sur une nation d'exportateurs comme la Suisse? Ses entreprises se sont intéressées relativement tôt à la région. Le Japon est passé du statut de dur concurrent à celui d'important client pour les biens de consommation et industriels suisses, ainsi que pour ses services. Les premières coentreprises en Chine ont été l'œuvre de firmes suisses. Aujourd'hui, l'Asie absorbe 20,6% de nos exportations et 12,7% de nos investissements directs. Le taux de croissance est très élevé puisque, de 2000 à 2010, les exportations vers la Chine se sont accrues de 430% pour atteindre 7,5 milliards de francs et vers l'Inde de 290% pour se monter à 2,6 milliards.

L'Asie devient une zone d'innovations

Le réveil de l'Asie aura des conséquences à long terme sur l'économie mondiale. Sa quote-part dans les échanges et les investissements directs helvétiques continuera, en conséquence, de s'élargir. Le continent ne se distinguera pas par sa seule croissance quantitative, ses performances économiques progresseront aussi. En conclusion, ce ne sont pas seulement les débouchés et le nombre de clients possibles qui croîtra fortement en Asie, mais aussi la quantité et la qualité de la concurrence. Une comparaison mondiale des diplômes délivrés chaque année en mathématiques et en sciences naturelles constitue un bon indicateur du potentiel de la région en matière d'innovation (voir encadré 2).

Les immenses besoins de rattrapage dans beaucoup de pays asiatiques détermineront encore la structure de la demande en produits suisses. Celle-ci concerne d'abord les biens d'équipement nécessaires à l'industrie et aux infrastructures, l'approvisionnement énergétique et en eau ainsi que les produits liés à la santé. En outre, plus les entreprises s'intéresseront à la haute technologie et plus leur demande en composants suis-

ses augmentera. La croissance du revenu par habitant reflète l'apparition d'une classe moyenne dotée d'un pouvoir d'achat. Cela a un effet bénéfique sur nos biens de consommation, nos services financiers et le tourisme. La Suisse est bien placée, car l'Asie porte une grande attention à la qualité et aux marques.

Les données du commerce extérieur en Asie montrent que celui-ci se concentre fortement sur quelques pays: le Japon et la Chine représentent à eux seuls 60% des échanges; avec Singapour, ils absorbent 56% des investissements directs.

Remarques sur les objectifs stratégiques et le dispositif de la Confédération

L'Asie est un continent extrêmement varié et il existe des différences importantes entre les pays qui la composent. Ceux-ci ne sont pas uniformes non plus: de fortes disparités opposent les villes aux campagnes, ainsi que les ethnies. La Confédération ne peut, dès lors, établir une stratégie globale qu'en ce qui concerne un petit nombre d'objectifs. Il faut, dans les autres cas, agir en fonction des spécificités régionales. Pour l'économie, les objectifs communs du commerce extérieur pourraient comprendre les points suivants:

Encadré 1

Les réformes en faveur de l'économie de marché ont permis à l'Asie de réussir

Le réveil économique de la région trouve son origine dans deux facteurs principaux: de nombreux pays ont entrepris des réformes en faveur de l'économie de marché et ont adhéré à l'OMC, ce qui leur a donné un élan inattendu. Cela a été plus particulièrement le cas pour la Chine et l'Inde. Avant eux, le Japon et la Corée du Sud avaient formidablement réussi à s'intégrer à l'économie mondiale. Les conflits entre pays ou internes à ceux-ci se sont réduits dans le même temps, ce qui a fortifié la stabilité politique au profit de la sécurité du droit.

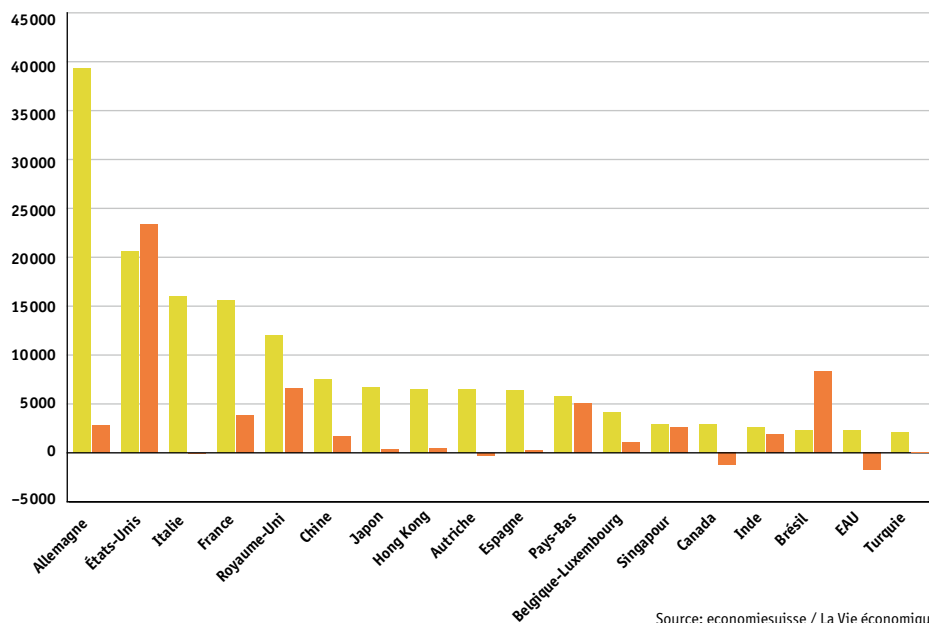
Parallèlement aux réformes en faveur de l'économie de marché, la majorité des États asiatiques ont suivi une politique d'ouverture au monde économique extérieur. Une première phase consistait à attirer les investissements directs étrangers de façon ciblée; cela se passait souvent dans des zones économiques spéciales bénéficiant de faibles droits de douane. La technologie occidentale a pu ainsi pénétrer le pays, préfigurant par là des transferts de savoir durables. La parfaite réussite du Japon, de la Corée du Sud et de Taïwan après la Seconde Guerre mondiale a motivé d'autres pays de la région et les a incité à se doter de conditions-cadres favorables à la croissance.

Graphique 1

Exportations commerciales et investissements directs helvétiques, 2010

■ Exportations commerciales ■ Investissements directs

En millions de francs



Source: economiesuisse / La Vie économique

- ouverture du marché et sécurité du droit;
- élargissement du nombre d'entreprises actives en Asie;
- développement de la coopération dans le domaine de la recherche.

Ouverture du marché et sécurité du droit

L'ouverture du marché passe par des accords de libre-échange. Ce point figure dans la stratégie du Conseil fédéral. Ceux qui existent déjà doivent être actualisés à intervalles réguliers. Notre diplomatie en matière de commerce extérieur devrait suivre, sur ce point, une stratégie privilégiant la qualité. En ce qui concerne les plus importants pays émergents, il faut viser une réduction des droits de douane et des obstacles non tarifaires aussi large que possible. Il faut également et au plus vite améliorer la protection de la propriété intellectuelle. Ce point est vital pour la sécurité du droit. L'application des lois nationales et des engagements internationaux se révèle souvent insuffisante.

Les nations asiatiques de taille intermédiaire et petite peuvent devenir d'importants partenaires en matière de commerce et d'investissements directs. Il faut donc également développer avec elles des accords de libre-échange. Les accords sur la sécurité des investissements contribuent fortement à assurer le respect du droit. Le réseau suisse en ce domaine est bon et ne demande qu'à se développer. De tels accords avantagent considérablement les multinationales suisses.

Élargissement du nombre d'entreprises

Les relations économiques entre la Suisse et l'Asie ne concernent qu'un petit nombre d'entreprises. Cela devrait changer à terme. Deux lignes directrices doivent, dès lors, être privilégiées:

1. *La promotion classique des exportations en collectant le maximum d'informations possibles.* Il faut pour cela que la coopération entre la Confédération, les chambres de commerce et l'Osec s'améliore. Un objectif pourrait être d'accroître l'offre par branche, ce qui serait très utile pour les PME.
2. *Il faut multiplier les efforts afin d'attirer les entreprises asiatiques sur le territoire suisse.* L'énorme dynamique économique du continent est portée par ses multinationales. Plus la Suisse réussira à attirer leurs filiales sur son territoire et plus ces dernières développeront de liens avec les entreprises locales. La «deuxième vague de la mondialisation» sera fortement marquée par la concurrence à laquelle se livreront les places économiques pour attirer les sociétés asiatiques. Cette question doit donc figurer en bonne place dans la stratégie que la Suisse compte mener envers l'Asie.

Développement de la coopération dans le domaine de la recherche

Le développement industriel s'accompagnera, dans de nombreux pays asiatiques, d'une augmentation de la demande en produits respectueux de l'environnement et en processus de production, ce qui ouvre de nouveaux débouchés pour beaucoup d'entreprises. Les investissements considérables consentis dans la formation en sciences naturelles appellent également à une étroite collaboration en matière de recherche et développement. Dans les pays où la protection des marques et des brevets est insuffisante, la recherche fondamentale sera privilégiée.

Défis

La mise en place d'une stratégie asiatique exigera beaucoup de la diplomatie économique suisse. Les ressources nécessaires devront être débloquées pour le moyen et le long termes. La liste des pays concernés n'inclut pas non plus l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Or, on considère la première comme faisant partie intégrante de l'espace économique asiatique et elle est dotée d'un potentiel intéressant. Les contacts au niveau gouvernemental devraient s'intensifier. La stratégie devrait également impliquer les entreprises d'État asiatiques, en raison de leur poids et de leurs activités exportatrices dans de nombreux domaines économiques. ■

Encadré 2

L'Asie occupe une place prépondérante dans la formation en sciences naturelles

Le nombre de diplômés en mathématiques et sciences naturelles s'élève en Inde à 690 000, en Chine à 530 000 et au Japon à 350 000; ils sont 470 000 dans l'UE et 420 000 aux États-Unis (source: Ernst&Young, Assocham; 2009).

Cela signifie que l'Asie forme plus de 60% des diplômés qui s'engagent dans la recherche et développement où ces spécialisations sont nécessaires. Ces formations présentent naturellement des différences de qualité. La comparaison montre, toutefois, que le potentiel de l'Asie dans la division mondiale du travail lui permettra d'être présente dans les créneaux à forte valeur ajoutée. La Suisse, qui est un pays de recherche, doit intégrer cette évolution dans les débats portant sur la stratégie en matière de commerce extérieur.